



PRÉFECTURE DE LA LOIRE

D.D.A.F. LOIRE					
ARRIVEE					
3 0 OCT, 2006					
DIR				SAG	
ADJ				STA	
EOP	ECO	PBA	BOC	OGV	
ENV	MIB	AID		ITE	

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Rolande MARIATTE
E-mail : rolande.mariatte@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.91

Le Préfet de la Loire

Dossier n° 2004/0415
Opération n° 2006/2055

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 juillet 1995 réglementant les activités de déchetterie exercées par le SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU MONTBRISONNAIS POUR L'ENVIRONNEMENT (SIME) reprises successivement par le SICTOM DU FOREZ NORD puis par la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LOIRE FOREZ**, sur le territoire de la commune de SAVIGNEUX - Brioude ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 25 août 2006 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, au cours de sa séance du 13 septembre 2006 ;

CONSIDERANT que les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté permettent de prendre en compte les modifications intervenues aussi bien dans les conditions de fonctionnement de l'établissement que dans la nomenclature et la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

CONSIDERANT que la **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LOIRE FOREZ** n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 6 octobre 2006 ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1. - Autorisation

La **Communauté d'Agglomération LOIRE FOREZ** dont le siège social est 21, place de l'Hôtel de Ville - 42450 SURY le COMTAL est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de SAVIGNEUX, sur les parcelles B 220p, B 226, B 225 et B 117 au lieu-dit "Brioude", les installations et activités répertoriées dans le tableau ci-dessous.

DESIGNATION ET REFERENCE DES INSTALLATIONS	RUBRIQUE de la NOMENCLATURE	REGIME A OU D
Déchèterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers : 2- la superficie de l'installation hors espaces verts étant supérieure à 100 m2 mais inférieure ou égale à 3500 m2 -	2710 - 2	D
Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) : a) station de transit	167 - a	A
Broyage, concassage, criblage, etc ... des substances végétales et de tous produits organiques naturels : 2- la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW -	2260 - 2	D
Fabrication des engrais et supports de culture à partir de matières organiques : 2- lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 1 t/j et inférieure à 10 t/j -	2170 - 2	D
Dépôt de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole : - le dépôt étant supérieur à 200 m3 -	2171	D

Le présent abroge l'arrêté d'autorisation d'exploiter du 3 juillet 1995.

Toutefois, à titre transitoire, l'exploitant est autorisé à stocker des déchets végétaux sur la parcelle B 219 aux conditions suivantes :

- cette autorisation est accordée pour une durée d'un an à compter de la date du présent arrêté ;
- les déchets végétaux devront être évacués chaque mois et la quantité maximale de déchets végétaux entreposés sur la plate-forme ne pourra pas excéder 300 t ;
- l'ensemble de la plate-forme sera évacuée et nettoyée à la fin de la période transitoire ;
- en cas d'alerte de crue, les déchets végétaux situés sur cette plate-forme devront être évacués dans l'urgence.

1.2. Quantités de déchets autorisées

Les tonnages de déchets végétaux admis en traitement sur la plate-forme de compostage et les tonnages de déchets industriels banals admis dans la station de transit sont limités dans les conditions suivantes.

Déchets végétaux traités sur la plate-forme de compostage	3 000 t/an
Déchets industriels banals admis dans la station de transit	6 000 t/an

1.3. – Conformité de l'installation

Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation de mai 1994 pour la déchèterie et la station de transit de déchets industriels banals dont le plan a été mis à jour le 25 juillet 2006 (réf 93.02.03), et du dossier de déclaration de janvier 2006 pour la plate-forme de compostage de déchets végétaux, sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

1.4. - Modification

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers visés à l'article 1.3. sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de la Loire avec tous les éléments d'appréciation.

1.5. – Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

1.6. – Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

1.7. – Cessation d'activité

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées fait l'objet d'une notification au Préfet de la Loire, dans les délais et modalités fixés par l'article 34.1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

1.8. - Vente de terrains

En cas de vente de terrains sur lesquels une installation soumise à autorisation a été exploitée, l'exploitant est tenu d'en informer par écrit l'acheteur.

1.9. - Droits des tiers

Les droits des tiers sont formellement réservés.

1.10. - Autres réglementations applicables

La présente autorisation est uniquement accordée par application des règlements sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En conséquence, elle n'a pas pour effet de dispenser le bénéficiaire des obligations ou formalités qui lui seraient imposées par d'autres lois ou règlements, notamment celles relatives au permis de construire.

ARTICLE 2 - IMPLANTATION - AMENAGEMENT

2.1. – Règles d'implantation

2.1.1. La déchetterie

L'ensemble des installations de la déchetterie (quai, voiries, bâtiments, zones de stockage, parkings, postes de lavage, ...) doit être implanté à une distance d'au moins 2 mètres des limites de propriété, sauf celles séparant de la voie publique.

Les déchets ménagers spéciaux peuvent être accueillis :

- soit dans des locaux spécifiques conformes aux dispositions du paragraphe 2.4. suivant,
- soit sur une aire spécifique interdite au public comportant un ou plusieurs casiers, bennes ou conteneurs distante d'au moins 6 mètres des limites de propriété.

2.1.2. La station de transit de déchets industriels banals

Elle se constitue :

- d'un quai de déchargement
- d'une trémie

2.1.3. L'installation de compostage

Elle se constitue :

- ♦ d'une plate-forme étanche de 11 405 m² destinée aux opérations de compostage, comprenant :
 - une aire de réception/tri/contrôle des produits,
 - une aire de stockage des déchets végétaux bruts,
 - une aire de broyage/mélange,
 - une aire de compostage,
 - une aire de criblage.
- ♦ d'un bassin de réception des jus de fermentation de 606 m³,
- ♦ d'un bâtiment de stockage du compost de 360 m².

Les différentes aires citées ci-dessus sont situées à au moins huit mètres des limites de propriété du site. Elles doivent être suffisamment dimensionnées par rapport à la nature et au tonnage des produits entrants, au type de procédé mis en œuvre et à la qualité des composts recherchée.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. Les installations seront agrémentées d'espaces verts paysagers. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement ...).

Une haie dense, composée d'essences locales, sera plantée sur le pourtour de l'installation de compostage.

2.3. - Interdiction d'activités au-dessus des installations

Les installations ne doivent pas être surmontées de bâtiments occupés par des tiers ou habités, à l'exception de locaux techniques. Elles ne doivent pas être implantées en sous-sol de ces bâtiments.

2.4. - Comportement au feu des bâtiments

Si les déchets ménagers spéciaux sont accueillis dans des locaux spécifiques, ceux-ci doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure, matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

2.5. - Accessibilité

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

L'exploitant fixera les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de l'établissement.

2.6. – Sécurité du public

Les quais de déchargement de la déchèterie et de la station de transit sont équipés de dispositifs destinés à éviter la chute de véhicules ou de personnes dans les bennes de stockage.

2.7. - Voies de circulation

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayons intérieurs de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

2.8. – Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux de stockage de déchets ménagers spéciaux doivent être convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

Si les déchets ménagers spéciaux sont stockés sur une aire spécifique et non dans un local conforme aux dispositions de l'article 2.4, celle-ci doit être aménagée afin d'éviter tout écart de température susceptible de créer un danger supplémentaire d'incendie ou d'explosion.

2.9. - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

2.10. - Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

2.11. - Rétention des aires et locaux de travail

2.11.1. – Sur la déchetterie et station de transit

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits

répandus accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont traités conformément à l'article 5.7 et à l'article 7.

2.11.2. – Sur la plate-forme de compostage

Les sols des aires définies à l'article 2.1.3. doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement ayant transité sur ces zones et les éventuelles eaux de procédé (eaux ayant percolé à travers les andains ...).

Les effluents recueillis sont de préférence récupérés et recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains (si nécessaire), ou en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 5.7. avant rejet ; épandus conformément à l'article 5.8. ou éliminés comme déchets conformément à l'article 7.

2.12. - Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 l, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 l si cette capacité excède 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

La zone de stockage des déchets ménagers spéciaux est conçue de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires (eaux de procédé et de ruissellement).

ARTICLE 3 – EXPLOITATION – ENTRETIEN

3.1. - Surveillance de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Le personnel d'exploitation doit être particulièrement vigilant pour n'accepter que des chargements de matières autorisées.

3.2. - Contrôle de l'accès – information du public

Des panneaux signalant clairement chaque installation seront installés à l'entrée de l'établissement.

A proximité immédiate de l'entrée principale, sera placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel seront notés :

- identification de l'exploitation
- référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- raison sociale et adresse de l'exploitant
- interdiction d'accès à toute personne non autorisée en dehors des heures d'ouverture
- interdiction d'accès au public de la station de transit et de la plate-forme de compostage de déchets végétaux.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés conformément au présent arrêté sont affichés visiblement à l'entrée des installations. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

Les installations sont clôturées de manière à les rendre inaccessibles à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.

Chaque installation (station de transit, déchetterie, plate-forme de compostage de déchets végétaux) sera clairement signalée par panneau.

L'accès à la station de transit et à la plate-forme de compostage sera interdit pour le public. Seuls les professionnels et services techniques des collectivités auront accès à ces installations. Un panneau signifiera cette interdiction à l'entrée de chacune des installations.

Les panneaux seront en matériaux résistants et les inscriptions seront indélébiles.

3.3. - Provenance des déchets

Les déchets traités par l'établissement proviendront exclusivement de la communauté d'agglomération Loire Forez.

3.4. - Déchets admissibles

3.4.1. - Déchets admissibles dans la station de transit

La station de transit ne peut recevoir que des déchets commerciaux, artisanaux ou industriels banals assimilables aux ordures ménagères. Notamment, la réception des ordures ménagères est interdite.

3.4.2. - Déchets admissibles dans la déchetterie

Les déchets admissibles dans la déchetterie font partie de la liste suivante :

- encombrants : déchets verts, ferrailles, gravats, cartons, "monstres" non recyclables, pneus, bois, textiles, déchets d'amiante lié ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- emballages ménagers : verre, bouteilles plastique, cartons ;
- journaux, magazines, publicités ;
- batteries d'automobiles et huiles de vidange ;
- déchets ménagers spéciaux : acides, bases, solvants, peintures, phytosanitaires, piles, aérosols, tubes néon, lampes mercure et sodium, radiographies, filtres à huile et bidons d'huile de vidange vides ;
- médicaments et déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.

3.4.3. - Déchets admissibles sur la plate-forme de compostage

La plate-forme de compostage ne peut recevoir que des déchets végétaux (déchets verts et ligneux).

L'exploitant s'assurera que les déchets végétaux reçus sont exempts de tout autre déchet susceptible de dégrader la qualité ou l'aspect du compost final.

3.5. Registres entrée/sortie et documents

3.5.1. Exploitation de la déchetterie

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant le nombre et la qualité - particulier ou professionnel - des personnes apportant des déchets, la nature, la quantité et la destination des déchets évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés.

Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées. A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets qui doivent être conservés 3 ans.

Les bordereaux de suivi, les bons de prise en charge et les états récapitulatifs des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pendant le délai de 3 ans.

L'exploitant transmettra aux services de la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale copies des conventions établies avec les producteurs sur le modèle annexé à l'arrêté du 7 septembre 1999 sur le contrôle des filières d'élimination des DASRI, ainsi que les récapitulatifs annuels des bordereaux de suivi.

3.5.2. Exploitation de la station de transit de déchets industriels banals

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de déchets industriels banals pour transit est pesé et donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et le tonnage reçu ;
- l'identification du producteur et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus.

Les livraisons refusées sont mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Le registre indique également la date d'évacuation, l'identité du transporteur, la quantité et la destination des déchets évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés.

Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées. A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets qui doivent être conservés 3 ans.

3.5.3. Exploitation de la plate-forme de compostage de déchets végétaux

Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage sera pesé et donnera lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et le tonnage reçu ;
- l'identification du producteur des déchets végétaux et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- la nature et les caractéristiques des déchets végétaux reçus.

Les livraisons refusées sont également mentionnées dans ce registre, avec mention des motifs de refus.

Les mouvements de composts feront l'objet d'un enregistrement indiquant au minimum :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés à l'article 3.9.3. et la référence du lot correspondant ;
- l'identité et les coordonnées du client.

Ces données seront archivées pendant une durée minimale de 10 ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural.

3.6. - Procédure d'urgence

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de chacune des installations.

Cette consigne doit préciser l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers le dit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

3.7. - Procédure d'admission des déchets dans la déchèterie

3.7.1. – Apports des déchets ménagers spéciaux dans la déchetterie

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation.

Dans tous les cas, les locaux et aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

3.7.2. - Apports des huiles de vidange :

Pour les huiles usées, une information notamment par affichage à côté du conteneur, attirera l'attention du public sur les risques et sur l'interdiction formelle de tout mélange avec d'autres huiles.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients.

3.7.3.- Apports des déchets d'amiante lié

Les déchets d'amiante autres que les déchets d'amiante lié sont interdits. Il s'agit notamment des flocages et calorifugeages, des déchets issus du nettoyage (débris et poussières), des déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs ...).

Seuls sont autorisés les déchets d'amiante lié (ou amiante-ciment) de type plaques ondulées, plaques support de tuiles, ardoises en amiante-ciment, produits plans, tuyaux et canalisations.

Les plaques, ardoises et produits plans seront stockés sur palettes. Chaque palette avec son chargement sera filmée avant transport.

Les tuyaux et canalisations seront disposés sur support adapté (rack).

Les morceaux trop petits pour être palettisés seront conditionnés dans des grands récipients pour vrac (big-bags).

3.7.4. - Apports des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI)

Les modalités d'entreposage et de contrôle des filières d'élimination des déchets de soins à risques infectieux sont fixées par les arrêtés ministériels respectifs du 7 septembre 1999.

Ces déchets ne doivent pas comprendre de déchets toxiques volatils, déchets radioactifs, produits chimiques, médicaments non utilisés ... pour permettre leur élimination en banalisation.

Ils ne sont acceptés que conditionnés en boîtes à fermeture unique répondant à la norme NF X 30 500 et l'entreposage de ces boîtes respecte les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté précité.

Tout apport de DASRI doit avoir fait l'objet au préalable d'une convention entre le producteur de déchets -particulier, association ou professionnel - et la Communauté d'Agglomération Loire Forez. Le producteur de déchets se voit remettre un bon de prise en charge à chacun de ses passages.

Les déchets sont transportés au centre de traitement pour désinfection ou incinération accompagnés d'un bordereau de suivi et de la liste des producteurs.

Chaque producteur est destinataire, soit du bordereau de suivi s'il produit plus de 5 kg/mois, soit d'un récapitulatif annuel s'il produit moins de 5 kg/mois.

3.7.5. - Apports des autres déchets :

Les déchets autres que les déchets ménagers spéciaux peuvent être déposés directement par le public dans des bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets.

3.8. - Procédure d'admission des déchets dans la station de transit

Les déchets sont déversés dans les bennes de stockage par l'intermédiaire de la trémie. L'exploitant maintiendra en permanence une benne vide à disposition. En aucun cas, des déchets ne peuvent être stockés en dehors des bennes prévues à cet effet.

3.9. - Procédure d'admission et de traitement des déchets végétaux sur la plateforme de compostage

3.9.1. - Conditions de stockage

Le stockage des déchets végétaux bruts et des composts doit se faire de manière séparée sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits est inférieure à 1 an.

3.9.2. - Contrôle et suivi du procédé de compostage de déchets verts

L'exploitant applique les prescriptions d'exploitation figurant au guide technique de la charte pour la qualité des composts édité par l'ADEME et la région Rhône-Alpes.

La gestion doit se faire par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier :

- mesures de température,
- rapport C/N (carbone/azote),
- taux d'oxygène,
- taux d'humidité,
- dates des retournements ou périodes d'aération,
- dates des arrosages éventuels des andains et quantités d'eau apportées à chaque lot.

Les mesures de température, d'oxygène et d'humidité sont réalisées à une fréquence au moins hebdomadaire. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Pour apprécier le taux d'humidité dans les andains, l'exploitant peut utiliser le test dit "de la poignée".

Les mesures de température et d'oxygène sont réalisées à l'aide de sondes spécifiques.

Ces documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

L'exploitant s'assure notamment que :

- le taux d'humidité dans les andains en fermentation est, d'une manière générale, compris entre 40% et 60%,
- le taux d'oxygène dans les andains est, d'une manière générale, supérieur à 5%,
- les montées en température dans les andains en fermentation sont rapides, de l'ordre de la journée suivant le broyage,
- la température dans les andains se maintient à un minimum de 60°C pendant la phase de fermentation.

Les andains feront l'objet de retournements avec une périodicité moyenne de 3 semaines. La fréquence des retournements sera plus élevée au cours des 2 premiers mois de fermentation de chaque lot.

L'exploitant maintient en permanence un stock de produits structurants (branches, refus de criblage) afin d'obtenir un mélange convenable avec des déchets très fermentescibles (tontes de gazon).

Il veille à disposer en toutes saisons des quantités d'eau suffisantes permettant l'arrosage des andains afin d'assurer un taux d'humidité satisfaisant.

3.9.3. - Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture (voir également article 5-8).

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le compost produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les tableaux 1a et 1b de l'annexe II. Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

À défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions en matière d'épandage décrites à l'article 5.8.

3.9.4. - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles, prélèvements et analyses sont à la charge de l'exploitant.

3.10. – Bilan annuel

Un bilan des différentes activités sera établi annuellement et sera transmis en début d'année à l'inspection des installations classées.

Pour la déchèterie, il indiquera la fréquentation des particuliers et des professionnels, les tonnages respectifs de chaque catégorie de déchets reçus et leur lieu de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés vers lequel ils ont été évacués. Les déchets ménagers spéciaux seront détaillés par type.

Le bilan de l'activité compostage comprendra le tonnage de déchets végétaux traités et la production de compost. Il précisera de la production journalière de compost correspondante.

3.11. - Connaissance des produits - Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du Code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Dans la déchèterie, l'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Les réceptacles des déchets ménagers spéciaux doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

3.12. - Propreté

Les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion, et à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Les bennes, casiers ou conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs, et pour éviter la prolifération de mauvaises herbes sur le tas de compost, et ce sans altération de celui-ci.

3.13. - Vérification périodique des installations électriques

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

ARTICLE 4 – RISQUES

4.1. - Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) privés dont un implanté à 200 m au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le risque à combattre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant réservera à proximité des plates-formes de compostage et de stockage des déchets verts une aire laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andain, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

4.2. - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

4.3. - Matériel électrique de sécurité

Dans la zone de stockage des déchets ménagers spéciaux, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de cette zone où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

4.4. - Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans et à proximité des stockages de déchets ménagers spéciaux et de produits combustibles. Dans les autres parties de l'établissement, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents.

4.5. - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets industriels spéciaux
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées à l'article 5.5
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, de services d'incendie et de secours, etc...

4.6. - Information du personnel

Les consignes de sécurité et d'exploitation sont portées à la connaissance du personnel d'exploitation. Elles sont régulièrement mises à jour.

ARTICLE 5 - EAU

5.1. - Prélèvements

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines si le débit moyen prélevé est supérieur à 10 m³/j. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

5.2. - Consommation

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau, sans compromettre le bon déroulement du compostage.

5.3. - Réseau de collecte

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les sols de la station de transit, de la plate-forme de compostage de déchets végétaux et de la déchèterie seront imperméables et maintenus en parfait état d'entretien. Ils seront conçus et réalisés de manière à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement.

Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, des points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales au niveau des aires servant au compostage et au stockage des composts.

Pour ce qui concerne la plate-forme de compostage, les eaux résiduaires polluées, et notamment les eaux ayant ruisselé sur les aires de compostage et les eaux de procédé, y compris les eaux d'extinction d'incendie, sont dirigées vers un bassin de confinement de 600 m³ de capacité après passage dans un décanteur-déshuileur convenablement dimensionné en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle, sur l'installation. Le bassin sera équipé d'un aérateur afin de limiter les fermentations anaérobies.

Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Les eaux pluviales collectées sur la déchetterie et la station de transit ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur convenablement dimensionné en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle, sur l'installation.

Ces équipements sont régulièrement entretenus au moins une fois par an.

5.4. - Qualité des effluents rejetés

Les effluents devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur : la modification de couleur du milieu dans la zone de mélange à 50 m du point de rejet ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

De plus, ils ne devront pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

5.5. – Valeurs limites de rejet

Les rejets d'eaux résiduaires au réseau d'assainissement public doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulations contraires de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

PH (NFT 90-008)	5,5 à 8,5 ou 9,5 si neutralisation chimique
Température	Inférieure à 30°C

NATURE DES POLLUANTS	CONCENTRATION MAXIMUM
Matières en suspension (NFT 90-105)	600 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101)	2000 mg/l
DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103)	800 mg/l
Azote total, exprimé en N	150 mg/l
Phosphore total, exprimé en P (NF T 90 023)	50 mg/l
Hydrocarbures totaux (NF T 90-114)	10 mg/l
Plomb (NF T 90-027)	0,5 mg/l
Chrome (NF EN 1233)	0,5 mg/l
Cuivre (NF T 90-022)	0,5 mg/l
Zinc et composés (FD T 90-112)	2 mg/l

Dans le cas de convention signée avec le gestionnaire de la station d'épuration, les valeurs de rejet en MES, DCO, DBO5, N total et P total indiquées dans la convention peuvent se substituer aux valeurs précitées.

L'azote total comprend l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé. Cela correspond à la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldhal (NF EN ISO 25 663) et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates (NF EN ISO 10304-1).

Ces valeurs limites du tableau doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

5.6. - Interdiction des rejets en nappe

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduelles dans une nappe souterraine est interdit.

5.7. - Prévention des pollutions accidentelles

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire, soit dans les conditions prévues à l'article 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après.

5.8. - Epandage

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'épandage :

- des eaux résiduaires, des boues et des déchets produits par l'installation ;
- du compost produit si celui-ci n'est ni homologué ou sous autorisation provisoire de vente au titre des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture, ni conforme à une norme rendue d'application obligatoire relative aux matières fertilisantes ou supports de culture.

Les matières concernées par les dispositions de cet article seront désignées sous l'appellation « matières à épandre ».

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux composts produits uniquement à partir d'effluents d'élevage ou déjections animales associés ou non à des matières végétales brutes et si l'épandage a lieu sur les terres exploitées par le ou les éleveurs ayant fourni les déjections ou effluents. Les conditions d'épandage sont alors celles définies pour les effluents ou déjections de l'élevage d'origine.

Les matières à épandre ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et leur application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ainsi qu'à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des matières à épandre, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie de la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus aux articles L. 212-1 à L. 212-7 du code de l'environnement.

Elle comprend notamment :

- les caractéristiques des matières à épandre (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, teneur en éléments traces et agents pathogènes...) ;
- la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude, et des zones aptes à l'épandage ;
- l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances pouvant résulter de l'épandage ;
- les caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur le périmètre d'étude ;
- une analyse des sols portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe II, et sur l'ensemble des paramètres mentionnés en annexe III, réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène ;
- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, périodes...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des matières à épandre en fonction de ses caractéristiques, de celles du sol, des systèmes et types de cultures et autres apports de matières fertilisantes ;
- la représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion ;

- un exemplaire de l'accord des utilisateurs de matières à épandre pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales ;
- tous les éléments complémentaires permettant de justifier la compatibilité avec les éléments évoqués ci-dessus.

L'exploitant informe le préfet de département de son intention d'épandre et lui transmet, au moins 3 mois avant la réalisation de l'épandage, l'étude préalable d'épandage précitée, complétée par l'indication des filières alternatives d'élimination ou de valorisation prévues dans les cas où l'épandage s'avérerait impossible.

Au moins un mois avant la réalisation des opérations concernées, un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole. Ce programme doit définir les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des matières à épandre, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage, les parcelles réceptrices.

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans doit être tenu à jour par l'exploitant.

Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandages ;
- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, pour les composts la référence du lot tel que défini à l'article 3-8), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

L'étude préalable, le programme prévisionnel annuel et le cahier d'épandage, ainsi qu'une synthèse annuelle des informations figurant au registre sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Dans les zones vulnérables définies au titre du décret no 93-1038 du 27 août 1993, la quantité maximale d'azote organique épandu est limitée à 170 kg/ha/an.

Les matières à épandre ne peuvent être épandues :

- ♦ si les concentrations en agents pathogènes sont supérieures à :
 - Salmonella : 8 NPP/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable) ;
 - Enterovirus : 3 NPPUC/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes) ;
 - oeufs de nématodes : 3 pour 10 g MS ;
- ♦ dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le produit à épandre excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe II de l'arrêté du 8 janvier 1998 ;
- ♦ dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les produits à épandre en éléments ou composés indésirables excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1a ou 1b de l'annexe II de l'arrêté du 8 janvier 1998 ;

- ♦ lorsque l'épandage est réalisé sur des pâturages, le flux maximum des éléments traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de 10 ans, est celui du tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté du 8 janvier 1998 ;
- ♦ si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe II de l'arrêté du 8 janvier 1998. Des dérogations aux valeurs du tableau 2 de l'annexe II de l'arrêté du 8 janvier 1998 peuvent toutefois être accordées par le préfet sur la base d'une étude géochimique des sols concernés démontrant que les éléments-traces métalliques des sols ne sont ni mobiles, ni bio-disponibles.

Les analyses des matières à épandre sont réalisées pour chaque lot de fabrication dans un délai tel que les résultats d'analyse sont connus avant mise à disposition du lot.

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence au minimum tous les 10 ans et après l'ultime épandage sur la parcelle.

Les doses d'apport devront être adaptées aux besoins des sols ou des cultures dans des conditions ne devant pas entraîner de risques de ruissellement hors du champ d'épandage.

L'épandage est interdit :

- à moins de 35 mètres des puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, des installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères, des cours d'eau et des plans d'eau ; cette distance est portée à 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 % ;
- sur les herbages ou cultures fourragères, trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères ;
- sur des terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières pendant la période de végétation, à l'exception des cultures d'arbres fruitiers ;
- sur des terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru, 10 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies.

5.9. - Mesure périodique de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 5.5. doit être effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m³/j.

ARTICLE 6 - AIR - ODEURS

6.1. – Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations (sauf en cas de hauteur de cheminée suffisante et dûment justifiée) et des bouches d'aspiration d'air frais et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois,...). Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible.

Les effluents gazeux canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, andains, ...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter au maximum la gêne pour le voisinage.

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

6.2. – Valeurs limites et conditions de rejet

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux stades, terrains de camping et établissements recevant du public.

Eloignement (m)	Niveau d'odeur (UO/m ³)
100	250
200	600
300	2000
400	3000

UO = unité d'odeur.

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées ne doit pas dépasser 1.000.000 m³/h.

Hauteur d'émission (en m)	débit d'odeur (en m ³ /h)
0	1 000 x 10 ³
5	3 600 x 10 ³
10	21 000 x 10 ³
20	180 000 x 10 ³
30	720 000 x 10 ³
50	3 600 x 10 ⁶
80	18 000 x 10 ⁶
100	36 000 x 10 ⁶

Les mesures de niveau d'odeur et débit d'odeur sont réalisées selon les normes en vigueur.

6.3 – Prévention

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussière et matières diverses. Des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 7 - DECHETS

7.1. - Procédure d'enlèvement des déchets

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,

- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

7.2. - Déchets résultant d'un déversement accidentel

Les déchets résultant d'un déversement accidentel doivent être éliminés dans des installations autorisées sauf pour les effluents respectant les conditions de l'article 5.5. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être annexés au registre prévu à l'article 3.5.

7.3. - Traitements particuliers

Hormis les opérations nécessaires au compostage des déchets végétaux, il est interdit de procéder dans l'établissement à toute opération de traitement des déchets.

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit dans l'enceinte de la déchèterie, à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Si la récupération des chlorofluorocarbures contenus dans les réfrigérateurs apportés est pratiquée, elle doit être effectuée dans des conditions garantissant l'absence de rejet de ces produits dans l'atmosphère.

7.4. - Evacuation des encombrants, matériaux ou produits de la déchèterie.

Un contrôle de l'état de remplissage des différents casiers, bennes ou conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Les papiers, cartons et textiles doivent être évacués au moins une fois par mois s'ils ne sont pas stockés à l'abri de la pluie.

Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les trois mois.

Les médicaments inutilisés doivent être traités conformément à l'article L. 596-2 du Code de la Santé publique.

Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchèterie sont fixés de la façon suivante :

- 150 batteries
- 20 kg de mercure
- 3 tonnes de peinture
- 5 tonnes d'huiles usagées
- 1 tonne de piles usagées
- 1 tonne au total d'autres déchets

Les délais d'évacuation des déchets d'activité de soins à risques infectieux sont fixés par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 sur les modalités d'entreposage de ces déchets :

- 72 h quand la quantité de DASRI regroupée est supérieure à 100 kg/semaine,
- 7 jours quand cette quantité est inférieure à 100 kg/semaine.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant. Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévus à l'article 3.5.

7.5. - Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

ARTICLE 8 - BRUITS ET VIBRATIONS

8.1. - Valeurs limites de bruit (en dB(A))

Au sens du présent arrêté, on appelle émergence la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit produit par l'installation).

La zone à émergence réglementée est définie comme étant :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers implantés postérieurement à la date d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'établissement ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

EMERGENCES ADMISSIBLES

NIVEAU de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

8.2. - Bruit à tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies.

8.3. - Véhicules – engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

8.4. - Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 sont applicables.

8.5. - Mesures de bruit

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

ARTICLE 9 - REMISE EN ETAT EN FIN D'EXPLOITATION

9.1. - Elimination des encombrants, matériaux ou produits en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

9.2. – Traitement des cuves

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possibles enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

ARTICLE 10

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 11

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 12

Mme le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le Maire de SAVIGNEUX et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le

27 OCT. 2006

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général
Patrick FERIN

Ampliation adressée à :

- Madame la Présidente
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LOIRE FOREZ
21 place de l'Hôtel de Ville
42450 - SURY-LE-COMTAL
- Mme le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le Maire de SAVIGNEUX
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- Archives
- Chrono.

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal
Chef de Bureau


Paulette COLLONGEON